

Mobilisation des futurs enseignants à Rouen : « Il faut mettre le ministre au pied du mur »

Raphaël Tual

Publié le 18 Avr 18 à 18:13



Près de 170 personnes, enseignants et futurs professeurs de l'école de professorat de Rouen (Seine-Maritime), étaient réunis en assemblée générale, mercredi 18 avril 2018. (©RT/76actu)

En parallèle des [mouvements à l'université de Rouen \(Seine-Maritime\)](#), enseignants et étudiants de l'**École supérieure du professorat et de l'éducation (Espe)** de Rouen, passent à l'action. Près de 170 personnes étaient réunies en assemblée générale et lors d'une manifestation, mercredi 18 avril 2018.

Rien à voir donc avec **Parcoursup** et la sélection à l'entrée de l'université. Eux ont un souci majeur : la nomination d'un directeur pour permettre la titularisation de près de 700 futurs professeurs et le bon fonctionnement de l'établissement. Une [nomination aujourd'hui bloquée par le ministre de l'Éducation nationale](#), Jean-Michel Blanquer.

[LIRE AUSSI : À Rouen, un couac administratif à l'école de formation des professeurs menace la rentrée scolaire](#)

1 800 étudiants concernés

Qu'ils soient basés au **Havre**, à **Rouen** ou à **Évreux (Eure)**, pas moins de 1 800 **futurs enseignants** sont concernés par les difficultés que rencontre l'Espe. Les poursuites d'étude et pour certains les

titularisations comme enseignant de l'Éducation nationale sont menacées. En effet, près de 700 futurs professeurs du premier et second degré, aujourd'hui en master 2, pourraient voir leur titularisation retardée. Ce qui aurait un impact sur la carte et la rentrée scolaires.

L'assemblée générale du 18 avril a décidé de plusieurs modalités d'action. Deux ont été exécutées dans la foulée : aller demander des explications au président de l'université de Rouen, Joël Alexandre, très sollicité ces derniers temps, et manifester devant le rectorat.

Dans un communiqué de presse, Joël Alexandre et Pascal Reghem, président de l'université du Havre, ont tenu « à affirmer leur entière solidarité avec cette action », puisque « cette situation devient de plus en plus intenable ». Joël Alexandre et Pascal Reghem « demandent aux autorités de tutelle d'apporter une réponse claire le plus rapidement possible ».

« Il faut clarifier la situation »

Si l'école supérieure du professorat de Rouen mène une action, soutenue par l'Unsa, la FSU et la CGT, c'est qu'elle se retrouve sans « capitaine dans le bateau », comme le résumé Jean-Charles Hagneret. Le ministre Jean-Michel Blanquer refuse de ratifier l'élection de Zohaïr El Gharras, élu en octobre 2017.

Sans la signature du ministre, le directeur ne peut pas prendre ses fonctions. Zohaïr El Gharras a seulement une délégation, c'est-à-dire qu'il peut signer les conventions de stage, les commandes de la restauration... En bref, faire tourner la boutique. Mais prochainement, tout va s'arrêter. À bout, il a décidé de jeter l'éponge. Zohaïr El Gharras explicite ses raisons :

Au 30 avril, je démissionne. J'ai patienté beaucoup trop longtemps. Je suis enseignant et responsable d'un master à côté de cette délégation à l'Espe. Ce n'est plus tenable. Il faut clarifier la situation. Tant que je ne suis pas officiellement directeur, je ne peux pas laisser mes autres missions. Cette situation me désole, mais il faut mettre le ministre au pied du mur.

• VIDÉO. Zohaïr El Gharras devant les étudiants de l'Espe, mercredi 18 avril 2018 :

Ce directeur sans titre de l'Espe, ne comprend pas les motivations du ministre de ne pas le confirmer dans ses fonctions : « Ce qui me désole le plus, c'est le silence du ministère. »

Vers une disparition de l'Espe de Rouen ?

Face à ce « silence », une hypothèse émerge : le ministère de l'Éducation nationale envisagerait-il de supprimer l'Espe de Rouen, avec la [fusion définitive des deux académies](#) normandes ?

[LIRE AUSSI : Référendum sur la fusion des académies de Caen et Rouen : le « non » l'emporte largement](#)

« Avec la reconfiguration régionale, l'Espe de Rouen va être fusionnée avec celle de Caen. Elle va en faire les frais, avec une mise en péril des antennes d'Évreux et du Havre. Que va-t-on faire des 1 800 étudiants en master 1 et 2 », s'inquiète Julien Despois de la FSU-SnuIPP.

C'est donc un combat « à deux étages » que mènent les manifestants : « Une urgence vitale d'avoir un directeur pour cette fin d'année et la rentrée qui se prépare, ainsi qu'une urgence à moyen terme qui concerne le devenir de notre institution », résume Wandrille Hucy du Snesup-FSU, élu au conseil d'école.

Une prochaine assemblée générale est prévue mardi 24 avril, à 13h30.